

ANNABA

Le logement, casse-tête permanent des autorités

Ces dernières semaines, des dizaines de personnes des deux sexes habitant des baraques du vieux quartier périphérique de Boukhadra, ex-Bouhamra, et des bidonvilles de Bouzaâroua et Bouhdid à Annaba ont multiplié les sit-in de protestation. Ils se rassemblent presque quotidiennement soit devant l'entrée principale du siège de la wilaya, soit face à la daïra de Annaba ou d'El Bouni ou encore devant des sièges d'Assemblées populaires communales pour réclamer leur relogement immédiat.

Vociférant et exprimant à haute voix leur mécontentement, mais sans violence, ils faisaient à chaque fois face à un cordon de policiers antiémeute qui essayaient de les calmer sans toutefois utiliser la force pour les faire disperser. «Nous avons été officiellement informés quarante-huit heures à l'avance par les services concernés de notre emménagement le 15 janvier écoulé dans les appartements neufs de la cité Boukhadra 3 dont nous nous sommes acquittés des droits et même payé la caution de loyer, depuis deux ans déjà. Mais grande fut notre surprise quand on nous a fait savoir, au dernier moment, que notre déménagement a été reporté à

une date ultérieure. Quand ? Dieu seul le sait. Pourtant, à l'annonce de notre déménagement, nous nous sommes préparés à cette opération avec une joie immense», nous diront plusieurs protestataires.

L'opération de relogement de 1 000 familles (400 à Boukhadra 3 et 600 à Bouzaâroua) était effectivement programmée à la date précitée par les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Que s'est-il passé entretemps pour que l'opération n'aille pas comme prévu? Certains lient cela à des retards dans la viabilisation des cités nouvelles devant abriter ces familles bénéficiaires, alors que d'autres nous

ont fait part d'un ordre venu d'«en haut» pour stopper l'opération. Dans quel but ? Certaines sources n'ont pas hésité à faire un rapprochement avec la campagne électorale pour les présidentielles d'avril prochain.

Selon une source proche de ce dossier et qui a bien voulu nous éclairer, «une chose est sûre, ils seront relogés mais avec un certain retard». Combien durera ce retard ?, avons-nous demandé. Mais la source ne voulait pas en dire plus. Depuis cette date, ces protestataires reviennent à la charge continuellement. Mais, au terme de leur sit-in qui dure chaque fois plusieurs heures, ils se dispersent dans le calme après que leurs représentants aient été reçus par des proches collaborateurs du wali de Annaba.

Les besoins en logements, à fin 2008, dans la wilaya de Annaba, étaient estimés à plus de 40 000 unités, entre recasement et demandeurs, alors que pour la seule résorption de l'habitat précaire (RHP), arrêtée au mois

d'avril 2007, le chiffre dépassait les 18 000 unités. Devant cette demande pressante, la réalisation de logements dans le segment du public locatif a été multipliée par trois pour atteindre les 9 000 logements livrés et occupés durant ces cinq dernières années. Mais cela n'a pas beaucoup réduit le nombre de baraques des bidonvilles qui ceinturent la ville. Et pour cause, face à de nouveaux arrivants qui bénéficient de complicité certaine de ceux qui sont censés les en empêcher, leur éradication n'est pas pour demain. Ces derniers acquièrent les baraques des recasés moyennant une certaine somme d'argent pouvant atteindre voire dépasser les 300 000 dinars, ou se mettent carrément à en construire de nouvelles, pas seulement à l'intérieur du site du bidonville, sans être inquiétés le moins du monde.

Evoquer la fin du problème de logement dans les toutes prochaines années, relèverait presque de la blague.

A. Bouacha

MÉGA-PROJET DE LUTTE CONTRE LA REMONTÉE DES EAUX À EL OUED

D'un désert dérisoire à une création d'une zone humide

La wilaya d'El Oued a une zone humide protégée, car abritant des flamands roses. Il s'agit d'un lac créé par la force de la science et la volonté des équipes de l'Office national de l'assainissement au niveau de Chott El Halloufa. Une étude d'aménagement en parc d'attractions et autres espaces verts de détente au profit de la population locale est en cours.

La vallée du Souf a, pendant de longues années, souffert du phénomène de la remontée de la nappe phréatique. Au cours de la dernière décennie, selon les explications fournies par M. Mohamed Chaïbi, conseiller auprès de la Direction générale de l'ONA, le niveau piézométrique de la nappe phréatique s'est élevé progressivement.

Cette situation était causée par le pompage intensif des nappes profondes à des fins

agricoles et pour l'approvisionnement en eau potable des populations. Après utilisation, la quasi-totalité de ces eaux était rejetée dans le milieu naturel (irrigation, eaux usées) et alimentait la nappe phréatique. L'équilibre était rompu et la remontée de la nappe était d'autant plus rapide que sa vitesse d'écoulement était très faible, voire nulle du fait de la planéité du relief (absence d'exutoire).

Cette élévation du niveau de

la nappe a posé de graves problèmes écologiques et économiques en milieu urbain et dans les zones agricoles. L'eau stagnante menaçait les palmeraies et entravait le développement des zones à bâtir dans les agglomérations.

C'est pour endiguer ce phénomène que le mégaprojet de lutte contre la remontée des eaux a été décidé et confié à l'ONA. Ce projet d'envergure consiste en l'assainissement actuellement dans 18 communes, dont 12 communes raccordées à un réseau d'assainissement long de 750 km, jalonnés de 57 stations de relevage, les six autres communes bénéficiant d'un total de 542 puits individuels de traitement des eaux

usées, a-t-il expliqué. Les eaux usées sont, par la suite, transférées sur 47 km vers l'exutoire de Chott El-Halloufa.

Le projet a réalisé, dans son ultime phase, des résultats positifs sur l'environnement qui se sont traduits par l'élimination des maladies à transmission hydrique, la préservation des palmeraies des risques d'asphyxie par les surplus d'eau en surface et une disponibilité d'eau d'irrigation qui a donné une impulsion à l'activité agricole dans la région, en plus de l'amélioration du cadre de vie du citoyen, et le repeuplement de la zone humide de Chott Halloufa par la population avifaune (flamands roses).

Synthèse S. R.

MILA

Un programme complémentaire de développement de 33,41 milliards DA

Mila a bénéficié, à l'instar des autres wilayas visitées par le Premier ministre Abdelmalek Sellal, d'une rallonge complémentaire de 3 341 milliards de centimes, couvrant 38 opérations réparties sur plusieurs secteurs de développement.

Ainsi, le gros morceau est revenu au secteur des travaux publics avec 13,7 milliards de dinars, principalement pour la réalisation du dédoublement de la RN100 reliant Ferdjioa à la RN77 jusqu'à Chelghoum Laïd, sur une distance de 36 km, l'aménagement de l'entrée sud de Mila (au niveau de Marchau), la réalisation du contournement nord de la ville de Chelghoum Laïd, l'étude et la réalisation du dédoublement entre cette dernière et les limites de la wilaya avec Oum-El-Bouaghi sur 25 km (passant par M'chira), ainsi que la réhabilitation de plusieurs chemins communaux.

Le secteur de l'habitat, lui, a bénéficié d'une enveloppe de 7,7 milliards de dinars, pour la réalisation de 5 000 logements, répartis sur 4 000 habitats ruraux et 1 000 sociaux-locatifs. Dans le même contexte, 2 milliards de dinars ont été affectés aux PCD incluant les travaux d'aménagement des lotissements sociaux et du nouveau pôle urbanistique de Marchau à Mila.

L'enveloppe du secteur de l'hydraulique qui est de 3,2 milliards de dinars, couvrira le pompage et les équipements dans plusieurs communes, la réalisation d'un réservoir de 2 000 m³, le renforcement de l'AEP de Djebel Agueb à Oued Athmania, la réhabilitation du réseau d'AEP d'Ahmed-Rachedi et d'assainissement de Ferdjioa, Teleghma et Oued Athmania, la protection contre les crues de Ras El Bir et Ferdoua à Sidi Merouane et enfin la réalisation de 2 retenues collinaires sur oued El Melah et Kadam.

Le secteur de la jeunesse et des sports, avec 2,3 milliards de dinars, avec l'inscription de 4 salles OMS de 500 places chacune, à Tassadane, Bouhatem, Aïn Beïda Ahriche et Rouached ; 10 terrains de proximité (matéco), 13 aires de jeu, 3 piscines semi-olympiques à Teleghma, Grarem et Oued Endja et 1 bassin de natation de 25 mètres à Ferdjioa.

Le secteur de l'éducation nationale, avec 529 millions de dinars pour la réalisation d'un lycée 1 000/200 à Amira Arres, 3 demi-pensions à Ferdjioa, Béni Guecha et Beinen et enfin, 10 cantines scolaires. La santé a inscrit la réalisation de 3 polycliniques à Zeghaia, Rouached et Tadjenanet, pour un montant de 510 millions de dinars.

Pour rappel, la wilaya de Mila a bénéficié durant les deux programmes quinquennaux d'une enveloppe de 14 600 milliards de centimes.

A. M'haimoud